



UNE NOUVELLE APPROCHE DE L'ACTION OFFENSIVE

(Article publié au 2^e semestre 2002
dans *La Revue historique des Armées*.)

Par Christian Harbulot

MOTS CLES :

Stratégie de puissance, renseignement, guerre de l'information, action subversive

Depuis la fin des guerres coloniales, la politique française s'est vidée progressivement de toute culture de l'Action en termes de préservation et surtout d'accroissement de la puissance. Ce refus de prendre des initiatives à risques a enfermé la haute administration dans une vision morale de l'Action limitée essentiellement à la lutte anti-terroriste et à la sphère d'influence africaine. Ce savoir faire est le fruit de plusieurs écoles, en particulier celle du renseignement britannique qui inspira les différents services occidentaux durant la seconde guerre mondiale. Par la suite, la confrontation avec les mouvements de libération nationale d'inspiration communiste ou soutenus par l'URSS incita des officiers français atypiques¹ à tirer les leçons de l'efficacité des techniques de la guerre révolutionnaire. Cet héritage a été proscrit aux lendemains de la guerre d'Algérie à cause des retombées du putsch d'Alger et du passage à l'Organisation de l'Armée Secrète de certains acteurs de cette forme de combat.

Le monde actuel est en train de nous imposer de nouvelles exigences dans le domaine de l'Action qui dépassent très largement le contexte de la guerre froide. Faute de s'être préparée à cette nouvelle dimension souterraine des rapports de force, la France est aujourd'hui démunie pour préserver son statut de puissance sur le terrain géoéconomique.

Une vision française de l'Action ancrée dans le passé

Au cours du premier trimestre 1952, Le Groupement Mixte de Commandos Aéroportés (GCMA)² publie un rapport d'activité sur la pratique de guérilla contre le Viêt-Minh en Indochine. Ce texte définit la doctrine de l'action menée dans le cadre des services spéciaux. L'action est « d'abord une forme de combat... Elle vise la destruction du potentiel ennemi là où les moyens classiques ne peuvent pas pour une raison ou une autre l'atteindre ». Comme l'explique le lieutenant colonel Michel David³, la guerre révolutionnaire met en œuvre toutes les forces vitales de la nation, qu'elles soient politiques, économiques et sociales. « Tous les terrains sont bons où l'ennemi se trouve en défaut ». Cinquante plus tard, le monde repose sur d'autres bases. Mais le contexte actuel de mondialisation n'a pas mis fin à la légitimité de l'emploi de l'action. La guerre froide permettait une lecture simple des conflits. L'après 11 septembre 2001 implique une relecture de cette problématique. L'Action n'est plus seulement politico-militaire, elle est aussi géoéconomique.

Cette définition de l'Action qui a prévalu durant les guerres coloniales a été revue et corrigée le général Alain de Marolles au milieu des années 70. A cette époque, le service Action du

¹ Cf les écrits de Roger Trinquier et les activités du V^{ème} Bureau d'action psychologique

² Nom du Service Action du Service de Documentation Extérieure et de Contre Espionnage

³ Michel David, *Guerre secrète en Indochine, les maquis autochtones face au Viêt-Minh*, Lavauzelle, 2002.

SDECE est à reconstruire. Les retombées du coup d'Etat d'Alger ont porté atteinte à la matrice militaire issue des guerres coloniales. L'approche indirecte du combat de l'ombre est devenue un sujet tabou. Le général de Marolles⁴ appréhendait le décalage qui séparait la prise de décision gouvernementale de ce type de démarche : « Je crois que l'action invisible, comme vous l'avez vu, a une importance beaucoup plus grande que l'on peut le soupçonner ou que l'on peut le vouloir. Il faut donc que les gouvernements et ceux qui y prétendent en soient informés et aient une culture qui leur permette de l'utiliser à bon escient ». Nous sommes au cœur du problème. La configuration des relations internationales depuis 1945 a gelé progressivement la pensée politique sur l'Action au profit d'une vision figée de la paix mondiale garantie par le monde libre, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique. Ce refus d'agir en termes de stratégie indirecte s'est nourri de l'échec des guerres coloniales et de la disparition d'une réflexion sur la puissance, si ce n'est dans le domaine militaire.

Les tensions entre alliés, révélées par le conflit irakien, révèlent peu à peu la nature des affrontements souterrains à l'intérieur du monde occidental. Dès le moment où les Etats-Unis ne veulent pas d'une Europe indépendante, il devient évident que la progression vers cette Europe/puissance ne se fera pas sans une stratégie de l'action géoéconomique. La première urgence consiste à contenir les tentatives d'encerclement américain dans les secteurs vitaux (industrie de Défense, sécurité des systèmes d'information, télécommunications terrestres et spatiales, circuits financiers, ressources énergétiques, mode de fonctionnement des institutions...). La seconde urgence porte sur le renforcement de l'Europe/puissance à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Dans les deux cas, tout est à construire.

L'Action telle qu'elle était exposée dans les rapports de GCMA reste d'actualité dans les conflits de faible intensité mais ne correspond plus aux affrontements souterrains qui affectent la géoéconomie. Les dix dernières années ont été marquées par la disparition de la menace principale soviétique. Ce changement fondamental de l'échiquier a induit en Occident un double phénomène : le dépérissement de l'Etat-Nation à travers la mondialisation des échanges et un affaiblissement de la notion d'ennemi. C'est ce point qui me semble le plus déterminant dans la mesure où il fait passer au second plan la recherche de puissance qui rythme l'histoire des relations internationales depuis l'origine des temps. La réflexion sur les rapports de force dans notre pays a toujours été dominée par une question : qui est l'ennemi ? La plupart des auteurs qui ont écrit sur ce sujet considèrent que la guerre est l'élément qui l'emporte sur tous les autres pour mesurer le niveau d'affrontement. Ce discours cherche à

⁴Général Alain de Marolles, *La tradition française de l'action invisible*, Cahiers du Centre d'Etudes Scientifiques de Défense, séance du 18 novembre 1996.

imposer aujourd'hui une vision dominante des écrits sur la guerre par rapport à toute réflexion sur la stratégie. Dans un monde développé où la géostratégie fait aujourd'hui jeu égal avec la géoéconomie, une telle orientation de l'esprit peut générer une lecture erronée voire trompeuse des rapports de force entre puissances.

Si on ne peut plus répondre à la question : qui est l'ennemi, il faut en revanche étudier avec beaucoup de soin la ligne de démarcation qui différencie ponctuellement ou durablement, de manière globale ou locale, dans un secteur industriel ou dans une zone géographique, un allié militaire d'un adversaire économique. Cette entrée dans l'analyse de la complexité n'est pas un travail de sophiste mais s'inscrit bien dans la définition d'une nouvelle grille de lecture. L'absence d'« ennemi principal » modifie les attributs de la puissance. La menace militaire n'est plus le facteur déterminant qui définit la supériorité de l'empire dominant sur ses vassaux. L'influence économique et culturelle fait souvent jeu égal avec le pouvoir des armes. Ce renversement de valeurs est réel mais déjà ancien. Un autre lui succède déjà avec Internet en ligne de mire. Dans ce nouveau contexte, la grande différence entre le monde militaire et le monde civil tient à la fois à la nécessité de la vitesse et à la fragilité des alliances de circonstances.

Les Américains ont révélé depuis longtemps les tendances longues de leur recherche de suprématie en termes macroéconomiques. Pour éviter de voir naître un empire concurrent de l'autre côté de l'Atlantique, les différents gouvernements américains ont cherché à rendre le vieux continent dépendant de leur système lors des grandes phases de négociations internationales de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Cette étape infrastructurelle est aujourd'hui quasi finalisée par les mesures prises par la Banque mondiale, le Fonds Monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce. Parallèlement à cette emprise sur les mécanismes de l'économie mondiale, la superpuissance américaine doit aussi contrôler de multiples échiquiers :

- La limitation de l'accroissement de puissance des ensembles géopolitiques comme l'Europe, la Chine, le Japon et la Russie ;
- Le verrouillage des systèmes monétaires et boursiers ;
- Une domination technologique (informatique, systèmes d'information) ;
- Un maillage des dynamiques industrielles ;
- Une vision du monde grâce au concept de développement durable ;
- La maîtrise des grands canaux médiatiques ;
- La conduite du débat sur la démocratie, la morale et les pratiques religieuses.

Sur ces différents échiquiers, la superpuissance américaine ne peut pas perdre de terrain mais doit au contraire en gagner. C'est la raison pour laquelle ils ont redéfini depuis 20 ans une nouvelle doctrine de l'Action.

Du renseignement au *perception management*

Afin d'anticiper les risques géoéconomiques, la superpuissance américaine doit rester maître du jeu allié/adversaire . Cette volonté de contenir le désir de puissance des nations ou blocs en cours de constitution a amené les Américains à accorder une très grande place au management de l'information, aussi bien dans le recueil que dans l'exploitation. Les sociétés industrielles (Boeing, Martin Marietta, Lockheed, Général Electric, United Technologies, Honeywell, Goodrich, Raytheon, Northrop-Grumenn) ont développé des dispositifs performants qui reproduisent un modèle de management défensif et offensif de l'information assez comparable. A côté du PDG siège une cellule officieuse dirigée par un Vice Président dont le titre peut varier (Strategy, Knowledge Management, Research, Technology). Ce type de cellule regroupe en général trois personnes : un juriste qui protège l'entreprise sous tous ses aspects informationnels, un spécialiste des technologies qui définit les thèmes d'investigation et enfin un spécialiste de l'intelligence qui a la charge les opérations d'acquisition de l'information, de renseignement et d'influence.

Les domaines visés par ces cellules officieuses sont multiples :

- Matériaux
- La technologie des composants
- La simulation numérique
- Les moteurs d'avion, de missile, de lanceurs
- Les performances des systèmes
- L'organisation des entreprises
- Les personnels-clés des entreprises concurrentes
- Les services
- La stratégie et le financement des entreprises
- La qualité
- Le coût des matériels
- Les systèmes d'information et la sécurité associée
- Les stratégies et techniques de fusion et acquisition
- Les recherches universitaires
- Les recherches de Laboratoires

Pour finaliser cette démarche souterraine, le Département de la Défense américain a développé le concept de *perception management* qui recouvre les actions consistant à fournir et/ou à camoufler une information sélectionnée et des indices à des audiences étrangères de façon à influencer leurs émotions, leurs motivations et leurs raisonnements objectifs. Pour les

organismes de renseignement et les décideurs de tous niveaux, ces actions consistent à influencer les évaluations officielles pour parvenir à rendre les comportements et les agissements officiels étrangers favorables aux objectifs de l'émetteur. De plusieurs façons, le *perception management* combine l'apport d'informations authentiques avec des opérations de sécurité, de dissimulation et d'intoxication et des opérations psychologiques. Cette politique très structurée de surveillance et de recherche d'informations est complétée par une politique de communication destinée à influencer l'opinion des élites au niveau mondial. Il s'agit d'un processus centré sur la connaissance qui consiste à dominer, encercler ou fragiliser le système de pensée adverse. L'épisode irakien a permis de mieux cerner l'ampleur tactique des moyens mis en œuvre par les Etats-Unis pour atteindre de tels objectifs (cf annexe).

En amont, l'occupation du terrain par la connaissance vise à définir le cadre d'une culture généraliste sur les outils informationnels de contrôle de l'économie de marché (notation, audit, conseil, marketing, business intelligence, competitive intelligence, knowledge management...). En aval, il s'agit de familiariser les économies développées et émergentes à une vision américaine du progrès. L'Action sur le soft power s'est élargie depuis une vingtaine d'années à la société civile. C'est ainsi qu'a été amorcé le débat sur lutte contre la corruption et la promotion de la démocratie. Pour faire face à cette nouvelle doctrine de l'Action américaine, il est nécessaire d'accomplir un retour aux sources de l'Action clandestine dans un rapport du faible au fort car c'est dans cette position que la France se trouve désormais sur la scène internationale.

L'apport subversif de la guerre par l'information

Les racines de la guerre de l'information sont très anciennes. Les écrits de Sun Zi et d'Aristote sur les stratagèmes constituent les fondements théoriques de cette pensée stratégique. Mais c'est au XX^{ème} siècle que prend forme la version moderne de la guerre par l'information à travers les multiples pratiques du mouvement communiste international. Quatre courants de pensée ont été innovants dans ce domaine.

L'école kominternienne a développé une approche mondialiste de l'Action subversive en inventant des techniques propres au militantisme de masse et en créant des réseaux humains dans de multiples catégories sociales. Sa force a été de sortir du champ clos du renseignement le combat par l'information. Les groupes de quartier, les cellules d'usine, les militants itinérants avaient recours à toutes les méthodes de propagande (agit-prop) pour créer une pérennité à leur action subversive. Ils visaient en priorité les grands axes de communication, les voies maritimes et les chemins de fer. Les ports et les gares étaient les premiers points

d'appui militants que cherchaient à établir les activistes⁵. Les leçons de l'école kominternienne n'ont pas été perdues à la suite de la dissolution de l'Internationale communiste. Des mouvements proches de l'antimondialisation développent aujourd'hui une approche subversive de la communication qui s'en inspire fortement.

L'école soviétique a hérité de cette dynamique en se concentrant sur la manipulation des élites occidentales, asiatiques et tiers-mondistes. Sa force a été de camoufler sa volonté de noyauter les pays cibles en passant par le relai des compagnons de route et des *idiots utiles*⁶. Cette banalisation des caisses de résonance a permis aux services soviétiques de préserver leur capacité d'influence malgré les crises qui ont secoué le mouvement communiste international. Ces méthodes de combat par l'information ont été employées dans un objectif de propagande idéologique. Un des meilleurs exemples est la campagne pour la paix dans le monde lancée dans le cadre de l'appel de Stockholm en 1950. Plusieurs dizaines de millions de personnes ont signé les pétitions contre un recours à l'arme nucléaire. Les Etats-Unis étaient à ce moment-là la seule puissance capable de la mettre en œuvre. Afin de diaboliser l'Oncle Sam aux yeux de l'opinion publique mondiale, les responsables soviétiques mobilisèrent les partis communistes et leurs mouvances pour prêcher la bonne parole. Le résultat fut édifiant. Le camp de la paix était celui qui n'avait pas la bombe atomique, en l'occurrence le camp communiste, alors que le Président des Etats-Unis passait pour un *docteur Folamour*⁷. La désinformation a été l'autre apport fondamental de l'école soviétique. Institutionnalisée au sein des organes de renseignement, cette pratique du mensonge noyé dans l'information est devenue un art de la guerre par l'information. Elle est très présente dans les formes offensives de communication. L'incident⁸ qui a opposé le 15 mai 2003 le Quai d'Orsay à Washington est très démonstratif de l'officialisation de ce procédé dans la communication gouvernementale de certaines puissances.

L'école trotskyste a développé l'entrisme au point d'en faire un axe de survie politique. Isolé par Staline dans la troisième Internationale, Léon Trotsky n'avait pas d'autre de choix que de mener une démarche de contre-propagande clandestine au sein des partis communistes contrôlés par les Soviétiques. Les militants en charge d'entrisme devaient faire semblant d'accepter la ligne du Parti pour ne pas se faire démasquer. Mais parallèlement à cette attitude d'allégeance, ils essayaient de monter dans la hiérarchie du Parti afin de permettre à

⁵ Jan Valtin, *Sans patrie, ni frontières*, éditions Wapler, 1948.

⁶ Personnes qui prenaient des positions publiques favorables à la stratégie communiste sans en être conscient.

⁷ Long métrage du cinéaste Stanley Kubrick qui met en scène de manière satirique l'apocalypse nucléaire.

⁸ Lettre de protestation de l'ambassadeur de France aux Etats-Unis, Jean-David Levitte, à propos de la campagne de désinformation orchestrée par certains éléments de l'équipe Bush contre la France.

l'opposition de gagner de l'influence dans ses rangs. Cette technique insidieuse de prise du contrôle des organisations a échoué face à la répression stalinienne mais s'est montrée très efficace dans les mouvements étudiants issus des événements de Mai 1968 et dans le noyautage de certains syndicats. Elle perdure aujourd'hui dans les mouvements de gauche et d'extrême gauche.

L'école maoïste est le fruit de la pensée de Mao Ze Dong, élaborée entre 1924 et 1949. La grande particularité du leader de la Révolution chinoise est d'avoir mené de front trois guerres par l'information et d'en être sorti vainqueur :

- contre le Koumintang, Mao a piégé Tchang Kai Chek en lui proposant une politique de front uni contre les Japonais, jouant ainsi sur le patriotisme comme élément de concorde nationale ;
- contre l'influence de l'URSS sur la conduite de la Révolution mondiale, en profitant de l'écrasement des soulèvements urbains de 1929 soutenus par Staline pour reprendre en main le Parti communiste chinois et imposer sa stratégie d'encerclement des villes par les campagnes ;
- contre les Japonais en menant une guerre plus informationnelle que militaire, fondée sur la dénonciation de l'occupation de son pays par les troupes de l'Empire du Soleil Levant et surtout par la dénonciation des crimes de guerre nippons contre les populations chinoises.

Cette pratique systématique de la guerre par l'information a débouché sur des méthodes simples mais opérationnelles. La guerre de partisans, dont les principes élémentaires ont été copiés plus tard par le Viêt-Minh, repose sur le travail d'enquête systématique, un passage à l'acte fondé sur le principe de la critique collective et la mesure d'une action violente par son impact sur les populations. Certaines pratiques maoïstes sont plus complexes telle que celle qui consiste à *pratiquer l'encerclement dans l'encerclement*, c'est-à-dire retourner la situation à son profit alors que l'adversaire occupe une position dominante dans le rapport de forces. Mais cette école est sans doute la plus innovante dans le combat du faible au fort. L'information y joue un rôle fondamental pour obtenir un avantage décisif. Il s'agit d'identifier en tout premier lieu les points faibles de l'adversaire et la manière de dénigrer ses points forts. Ce travail d'enquête doit permettre ensuite de définir la stratégie la plus plausible pour empêcher l'autre d'agir en pointant du doigt ses failles, en parlant à sa place, en influençant ses alliés, en fragilisant son image, et en démoralisant ses troupes. Sortis de leur contexte idéologique, ces quatre démarches types de guerre par l'information n'ont rien perdu de leur actualité. A la fin des années 1990, le débat sur le retrait de l'Accord Multilatéral sur

l'Investissement et la mise en cause des négociations OMC à Seattle sont révélateurs de ce mimétisme. Pour lutter contre les effets de la mondialisation pilotée par les Etats-Unis, les activistes ont essayé de toucher les opinions publiques en prônant l'humanisme contre le profit et en mobilisant les intellectuels contre les appétits marchands. La différence entre ces deux types de guerre de l'information, communiste et post-communiste, n'est pas seulement contextuelle, elle porte sur le pilotage stratégique de l'Action. Avant la chute du Mur, cette mise en œuvre de l'Action subversive était le plus souvent sous la tutelle des services du Bloc de l'Est. Aujourd'hui, elle peut être éclatée en plusieurs points du globe sans qu'il y ait forcément de point d'orchestration bien défini. Mais le changement le plus notable porte surtout sur les modes de communication.

A l'heure de la société de l'information, les réseaux humains se doublent d'autres formes de caisses de résonance. Les forums de discussion, les listes de diffusion, les pages personnelles et les sites internet appartiennent à cette nouvelle géographie de la circulation des messages qui bouleverse l'ancienne arborescence informationnelle conçue à l'époque de la *ronéo viet* et du *dazibao*⁹. Face à cette volonté hégémonique du fort, la marge de manœuvre du faible se réduit le plus souvent au rôle de perturbateur. Mais il suffit parfois d'un grain de sable pour faire capoter des stratégies mûrement réfléchies par le plus fort.

Une action subversive au service de l'intérêt de puissance ?

Depuis la guerre en Irak, le caractère illégitime de certaines stratégies indirectes américaines obligent les puissances de second rang à réfléchir sur les parades à mettre en œuvre pour contenir les appétits des faucons de Washington. La diplomatie traditionnelle a ses limites. Elle peut tenter des manœuvres de réconciliation comme ce fut le cas lors de la réunion du G8 à Evian en mai 2003. Mais elle n'a aucun moyen de stopper les multiples attaques informationnelles contre la France qui sont lancées depuis les Etats-Unis ou d'autres points du globe. Il devient nécessaire de développer à côté de la diplomatie traditionnelle, une stratégie de l'Action qui s'inspire des principes subversifs de la guerre par l'information du faible au fort. L'objectif n'est pas de s'affronter aux Etats-Unis ou à toute puissance mais de préserver nos intérêts dès lors qu'un allié se transforme en adversaire durable dans un certain nombre de dossiers géopolitiques, économiques et culturels.

Une autre donnée essentielle légitime aussi une telle démarche. L'Europe/puissance est un concept qui dérange tous les consensus mous de l'après-guerre froide. Elle nous expose de fait à des manipulations informationnelles de la part des opposants à une Europe/puissance.

⁹ Terme désignant les affiches murales lors des grandes campagnes d'agitation maoïste en Chine.

Notons au passage que le théâtre européen se prête hélas à une guerre par l'information tous azimuts. Les Américains jouent habilement sur les blessures mal cicatrisées de la seconde guerre mondiale. Prenons l'exemple du mandat attribué par Washington à la Pologne sur le Nord de l'Irak. Lorsque Varsovie propose à Berlin de fournir des troupes allemandes sous le commandement d'un général polonais pour faire rentrer l'Allemagne dans le jeu irakien, un bon nombre d'officiers de la Bundeswehr s'étranglent de rage devant ce qu'il considère comme un camouflet. Une partie des élites allemandes se méfie toujours de la Pologne et la Pologne craint par dessus tout la constitution d'un axe Paris/Berlin/Moscou.. Il est facile pour Washington d'activer ce jeu de quilles diplomatique. Il met la France au pied du mur de réalité de puissance.. Dès le moment où on souhaite bâtir l'Europe/puissance, on lutte sur le long terme pour une indépendance de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. Or une telle perspective est encore considérée comme un combat illusoire, compte tenu des critères traditionnels d'expression de la puissance (forces militaires, réserves énergétiques, potentiel démographique, unité nationale, niveau d'engagement patriotique des citoyens du pays...).

La première urgence est donc de relancer le débat sur la stratégie de puissance pour faire apparaître la géographie réelle des antagonismes nationaux, européens et internationaux. Si on prend le cas de la France, une partie de la population s'oppose à un statut de vassal des Etats-Unis alors que l'autre partie n'y voit pas d'inconvénient majeur. La crise de rejet du statut de vassal est une évolution logique dans l'histoire des rapports de force. Elle conduit les plus rusés à développer des espaces de mouvement en recourant systématiquement aux stratégies indirectes de contre-influence. Contrairement au fort qui a les moyens financiers et humains sans oublier les moyens de pression sur ses vassaux, le faible ne peut compter que sur ses propres forces. Il doit donc concentrer toute son énergie sur l'identification des failles et des contradictions de l'adversaire en ciblant ses points les plus vulnérables afin de l'user par des frappes informationnelles répétées. Le fort veut écraser ou se faire obéir. Le faible ne peut que contenir, affaiblir et éventuellement dissuader. Les principes de cette guerre de l'information du faible au fort sont relativement simples : révéler les points faibles de l'adversaire, l'inciter à se justifier, le pousser à la faute. Cette philosophie élémentaire peut servir de base de reconstruction d'une Action subversive au service de la préservation de notre intérêt de puissance.

L'utilisation systématique des points faibles de l'adversaire , la déstabilisation par les sources ouvertes est devenue une arme bon marché. Elle peut même être une arme dissuasive. Le changement d'échiquier intervenu après la chute du mur de Berlin a réactivé une guerre par l'information du faible au fort que l'on croyait en voie de disparition. Le partage des zones

d'influence, la recherche de suprématie géoéconomique et l'uniformisation des modes de vie créent de fait de nouvelles aires d'affrontement par l'information qu'il devient urgent de définir. Faute de quoi, la diplomatie française essuiera les plâtres de notre effacement et de notre décadence.